

SIDA

9 000 personnes vivent avec le VIH en Algérie

Le nombre de personnes vivant avec le VIH et officiellement dépistées ne dépasse pas les 9 000 sur les 25 000 estimées en Algérie. Cependant, une majorité d'entre elles ignore, aujourd'hui, leur maladie et n'accède donc pas aux services de soins, de suivi et de prise en charge nécessaires, indique l'association AnisS de lutte contre les IST/sida et de promotion de la santé.

Cette révélation a été faite par l'association dans un communiqué rendu public au terme des travaux d'un séminaire-atelier à Annaba sur l'accès universel des personnes vivant avec le VIH/sida à la prise en charge globale.

Organisé par l'association AnisS avec le partenariat du Centre de référence de prise en charge des IST/sida de Annaba, le séminaire a vu la participation des spécialistes du Centre de référence. L'atelier a été animé par le Dr Eric Goemaere, coordinateur régional au niveau de l'Unité médicale de Médecins sans frontières en Afrique du Sud (Samu), jouissant d'une grande expertise dans ce domaine. Cette rencontre scientifique a réuni des équipes

médicales et des médiateurs associatifs. Elle a permis de rappeler les orientations du plan stratégique national 2013-2015 en vue du renforcement de l'accès universel à la prise en charge. Elle a également abordé les différentes approches permettant l'extension des services de dépistage, de soins et d'aide à l'observance déjà fournis et leur adaptation aux groupes les plus exposés dans le cadre du continuum de prévention et de soins.

Le modèle de décentralisation mis en œuvre par Médecins sans frontières dans différentes régions du monde a été également présenté et discuté lors de ce séminaire. Selon Nacereddine Merzoug, président d'AnisS :

«Nous nous inscrivons en droite ligne des orientations du plan stratégique national sur le sida et de l'objectif 90-90-90 de l'Onusida.

La même source a ajouté : «Pour que 90% des malades soient justement dépistés et pris en charge convenablement en Algérie d'ici 2020, il est nécessaire de rapprocher et d'adapter les services fournis aux groupes exposés à travers un partenariat des Centres de référence avec les associations engagées.»

Le communiqué d'AnisS estime toutefois que «l'Algérie, un des premiers pays de la région à avoir instauré la gratuité de la trithérapie pour les malades dès 1998, a consenti des moyens considérables en vue d'aboutir à un accès universel des personnes vivant avec le VIH/sida à la prise en charge. Dans cette optique, l'association mentionne que l'Algérie comptera d'ici la fin 2015 17 centres de référence de prise en charge des IST/sida, répartis à travers l'ensemble des régions du pays, ainsi



Photo : D. R.

Beaucoup de gens atteints du VIH ignorent leur maladie, faute de soins.

que six pôles de référence pour l'élimination de la transmission de la mère à l'enfant. AnisS explique qu'en matière de VIH/sida, «les stratégies nationales et les recommandations internationales militent pour un accès universel au dépistage et aux soins». L'atelier pour l'accès universel à la prise en

charge entre dans le cadre d'un projet de renforcement de la réponse au VIH/sida en Algérie mené par AnisS avec l'appui du Centre de référence de prise en charge des IST/sida et de l'organisation Médecins sans frontières (MSF).

A. Bouacha

TRAITEMENT DU CANCER EN ALGÉRIE

Plus de 20 nouveaux centres d'accélérateurs de radiothérapie à fin 2015

Étape cruciale dans le processus du traitement contre le cancer, la radiothérapie demeure l'un des points noirs, aussi bien pour les malades que pour les hôpitaux. Etant un investissement «trop lourd», l'Etat a même placé cette question de la disponibilité de centres d'accélérateurs de radiothérapie au cœur du plan national contre le cancer. D'ailleurs, en l'espace de deux années, l'Algérie a même doublé le nombre d'accélérateurs de radiothérapie.

Salah Benreguia –Alger (Le Soir) A fin 2014, 14 accélérateurs sont opérationnels, alors que l'Algérie n'en possédait que 7 en 2013. Mieux, soutient le directeur des ser-

vices de santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ce nombre atteindra les 35 avant la fin de l'année 2015, avec la réception de 4 nouveaux centres anti-cancer. S'exprimant, hier, sur les ondes de la Chaîne 3 de la radio nationale, et ce, à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le cancer, M. Mohamed El Hadj, a également indiqué qu'«avec la réception des centres anti-cancer qui possèdent des accélérateurs de radiothérapie, cette histoire de rendez-vous lointains ne sera qu'un mauvais souvenir». «Notre plan prend en charge l'ensemble du territoire» afin qu'il n'y ait pas de «disparités dans la prise en charge des malades», soutient ce cadre. D'ailleurs, poursuit-il, «un

suivi très rigoureux aussi bien de la part du ministre que des cadres du ministère pour l'ouverture de ces centres» est régulièrement constaté. La même source a annoncé, dans ce sens, la réception de deux nouveaux accélérateurs à Blida, prévue avant le mois d'avril.

D'ailleurs, l'objectif visé par le ministère de la Santé est que le délai normatif moyen national pour un rendez-vous en radiothérapie ne dépasse pas un mois. Et c'est pour cela que des accords de partenariat stratégiques ont été signés avec des partenaires étrangers, notamment avec l'américain Varian qui va fournir au moins la moitié des accélérateurs nouveaux. L'autre sujet abordé par l'invité de la rédaction est la prise en

charge des malades soignés par des centres privés. Proposant pratiquement les mêmes services publics (radiothérapie et chimiothérapie), les centres anti-cancer privés commencent à se multiplier. Si leurs prestations viennent, à coup sûr, «soulager» les malades, les coûts des soins demeurent trop chers. D'où la question d'un éventuel remboursement par les pouvoirs publics. Sur ce point, le représentant du ministère de la Santé qui n'écarter pas la possibilité de remboursement, étant même préconisée par le rapport du P. Zitouni, s'est contenté toutefois d'indiquer qu'il est en cours d'étude au niveau des ministères de la Santé et du Travail.

S. B.

CANCER

Une maladie lourde et un parcours pénible

Le cancer est une maladie lourde à porter. Outre les répercussions de la maladie sur la santé, les séquelles psychologiques ont aussi leur poids. Quant au parcours du cancéreux, il est un véritable périple.

Rym Nasri - Alger - (Le Soir) - A partir du moment où le cancer est découvert, le malade est confronté à de pénibles démarches : prises de rendez-vous, consultations, séances de chimiothérapie, chirurgie pour certains types de cancers et enfin séances de radiothérapie. Une véritable course contre la montre, évolution rapide de la pathologie oblige.

La radiothérapie est souvent l'étape la plus complexe. C'est la hantise des cancéreux. Décrocher un rendez-vous proche pour ces séances relève de l'exploit. Les rendez-vous sont très éloignés, voire renvoyés à plus d'une année, parfois reportés ou carrément annulés. Une réalité amère due au manque de centres de radiothérapie. Souvent à l'arrêt, les sept centres de radiothérapie existants

en Algérie ont été dernièrement renforcés par deux nouveaux centres, un à Sétif et un autre à Batna.

Pourtant, ils demeurent insuffisants face au nombre croissant des cas de cancer. Faute de radiothérapie, de nombreuses femmes atteintes de cancer du sein ont fini par subir une ablation. D'autres cas sont décédés des mois avant le jour de leur rendez-vous.

Au célèbre CPMC (Centre-Pierre-Marie Curie) à Alger, la salle d'attente du service radiothérapie ne désemplit jamais. Hier encore, les lieux étaient noirs de monde. Tous les sièges sont occupés. Les patients attendent avec impatience leur tour. Les signes de fatigue sont visibles sur leurs visages. L'atmosphère est pesante. Ils se scrutent des yeux. Tous silencieux, rares sont ceux qui osent entamer



Photo : D. R.

La prise en charge est souvent décriée par les malades.

une discussion. La fatigante maladie est souvent l'incontournable sujet. «J'ai un cancer au visage suite à un accident. Je suis tombé et me suis cogné le visage.

Une blessure qui s'est transformée en cancer», raconte Mohand à un sexagénaire assis à côté de

lui. Un voisin qui semble plutôt réservé et qui ne fait qu'acquiescer avec la tête. «Heureusement que mon médecin l'a vite diagnostiqué», ajoute-t-il.

Après un long et lourd traitement, Mohand atterrit au service de radiothérapie. «Je suis à ma

dixième séance de radiothérapie et j'ai hâte d'en finir. J'habite à Ighzer Amokrane, dans la wilaya de Béjaïa, et je suis hébergé chez la famille ici à Alger», dit-il, visiblement gêné par son long séjour.

Enveloppée dans sa longue djellaba noire et son foulard à fleurs, laissant découvrir un soupçon de frange teinte au henné, Taous attend silencieusement son tour. Assises à ses côtés, ses deux accompagnatrices tentent de la détendre un peu. Ayant souffert d'un cancer du sein, cette quinquagénnaire a subi une ablation. «Nous venons de Tizi-Ouzou et nous accompagnons notre cousine pour ses séances de radiothérapie», dira l'une de ses accompagnatrices. Les yeux hagards, Taous laisse deviner sa lassitude. Torturée et épuisée par sa maladie durant longtemps, cette mère de famille n'a qu'un seul souhait.

«En finir vite avec ce traitement pour rentrer chez moi et m'occuper de mes deux filles», dit-elle.

Ry. N.